



enda europe – **en**vironnement, **d**éveloppement, **a**ction



FSP GENRE

Les femmes actrices du développement dans les filières agroalimentaires

Compte-rendu technique année 3

Animation du consortium 1 Tchiwara



Mars 2013

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE 1. LES REALISATIONS.....	5
1. 1. Formations, échanges et participation au pôle genre.....	5
1.1.1. Réunions entre les ONG du consortium 1 en France.....	5
1.1.2. Participation au pôle genre, inter-consortiums	6
1.1.3. Atelier n°3 de capitalisation, réalisé à Ouagadougou, Burkina Faso	6
1.2. Soutien aux plans d'action et à la capitalisation des ONG partenaires.....	10
1.2.1. Identification de personnes ou structures ressources :.....	10
1.2.2. Suivi des plans d'action genre	12
1.2.3. Missions de terrain.....	14
1.3 Evénements communs de plaidoyer et diffusion.....	16
1.3.1. Participation aux foires et formations	16
1.3.2. Séminaires et conférences.....	17
1.3.3. Evaluation du DOS genre, et relations avec l'AFD	18
CHAPITRE 2 : LES MOYENS.....	20
CHAPITRE 3 - CONCLUSIONS DES REALISATIONS EN 2012	21
LISTE DES ANNEXES.....	22

INTRODUCTION

Enda Europe est responsable de l'animation sur le genre du consortium 1, baptisé *Tchiwara*¹ lors de l'atelier de lancement à Ouagadougou en mars 2010 et assume la fonction de chef de file. Le consortium regroupe 7 ONG intervenant dans 6 pays en lien avec 30 partenaires au sud.

L'animation sur les questions de genre consiste à organiser des formations et des échanges, à accompagner les responsables des ONG, les chefs de projet et les animatrices, selon les besoins, afin de structurer dans chaque projet l'introduction d'une perspective de genre et la définition d'une stratégie propre à chaque projet; l'animatrice genre recrutée par Enda Europe est de profil experte senior, elle est interlocutrice des projets, qui peuvent l'interpeller et solliciter un soutien personnalisé entre les formations et les réunions de coordination.

Enda Europe crée et /ou identifie des outils sur le genre qui permettront progressivement aux équipes de terrain d'introduire dans leur travail une recherche-action croisant la perspective de genre, la lutte contre les inégalités de genre et leur action spécifique dans le domaine du développement des filières agro-alimentaires. Ces outils permettront de développer des « lunettes genre » sur leur propre action, de faire émerger des informations et problématiques jusque-là peu ou pas prises en compte explicitement, et d'apporter des réponses appropriées. Elle contribue donc à la réflexion collective, permettant l'émergence d'analyses « genrées » portées par les ONG à différents niveaux, sur le terrain et en France et discutées au sein du « pôle genre » commun aux deux consortiums.

En tant que chef de file, Enda Europe assume la représentation du consortium dans les réunions de concertation et programmation du MAEE et du comité de pilotage du FSP.

Activités prévues résumées

1. Formation et échanges, participation au pôle genre: organisation d'une rencontre-atelier annuelle, des rencontres régulières entre membres du consortium 1, des visites de projets et de personnes ressources locales, une identification des ressources accessibles, personnes ou études, concernant le genre et les femmes entrepreneuses dans les pays concernés. Mise en commun d'outils, stratégies et critères au sein du pôle genre.
2. Recherche-action: l'outillage des animatrices locales, dans le domaine de la recherche action sur le genre pour suivre l'évolution des pratiques. Notamment par des interviews et des fiches de suivi.
3. Communication: la création d'un outil de communication pour animer les débats et des échanges.
4. Choix d'évènements communs: de plaider sur genre et économie, dans le cadre d'évènements existants dans le calendrier des ONG et de leurs partenaires.

Le tableau de la page suivante permet d'identifier les ONG, les pays, les partenaires et les thèmes des projets.

¹ Nom proposé par les participants lors de l'évaluation de l'atelier, en référence à l'hommage rendu par le village aux chasseurs Dogons qui reviennent avec un produit abondant. Un trophée dogon en est le symbole.

ONG	Projet	4 Burkina	1 Bénin	2 Niger	2 Mali	2 Togo	2 Sénégal	Partenaires Sud	Groupes cibles et membres des organisations
ENDA EUROPE	Animation genre du consortium 1, chef de file	x	x	x	x	x	x	partenaires nord et partenaires sud (équipes de terrain)	les ONG partenaires
AFRIQUE VERTE	Transformations et promotion des céréales en direction de consommateurs urbains par groupements féminins en milieu urbain et péri urbain	X		X	X			3 partenaires BF : APROSSA, Misola Mali : AMASSA, Misola Niger : AcSSA, Misola	150 unités de transformations soit plus de 4000 femmes
ASFODEVH	Introduction de la transformation de la tomate et commercialisation-promotion de la sauce avec groupements féminins	X	X	X	X	X		5 Cellules ASFODEVH : Niger, Burkina Faso, Niger, Togo, Mali	42 groupements, dont 3850 femmes.
AVSF	Production de petit élevage et de noix de cajou avec des groupements de femmes, en complément de projets mixtes					X	X	<i>Sénégal</i> : groupes Kouthioye et Samasansang (cajou), Fédération avicole Bantaré Ndiwri Vélingara <i>Togo</i> : ICAT et 12 groupements d' éleveuses de porcs	400 femmes 1250 femmes 180 femmes
ENDA TM/ PRONAT	Transformation et commercialisation, promotion, de multiples produits de l'agriculture saine et durable (bio) par des femmes membres de fédérations mixtes : produits maraichers dans les Niayes, coton, fonio à Koussanar, riz à Guédé,						X	Enda TM/Pronat : 4 partenaires <i>région des Niayes</i> : Fédération agropasteurs de Diender Fédé Woobin de Keur Moussa <i>Région du fleuve Sénégal (Guédé)</i> : Fédé Ngatamaaré Tooro <i>Région de Koussanar</i> Fédé Yakaar Niani Wulli Réseau National des Femmes Rurales	5000 femmes dans les 4 fédérations. Total 6000 membres de 70 organisations et réseaux
GRET	renforcement filière du Karité, appropriation technique et renforcement des organisations à la base	X						4 unions: Ragussi, Buyaba,Uproka, Rimterebsom: 4 groupements de base (1 par union) Sicarex , SISA Programme Filière Karité (PFK)	3 unions: 6300 femmes, + 1 (info à collecter). 200 femmes rurales de 4 groupes
TECH-DEV	ELFE : diversification des activités productives des groupements de femmes productrices de beurre de karité autour de Léo, Burkina Faso	X						ADEE Coopérative de Léo: UGPPK	1 000 femmes sur 2884 collectrices ou productrices karité

CHAPITRE 1. LES REALISATIONS

1. 1. Formations, échanges et participation au pôle genre

A la différence des deux premières années très intenses en formations sur les questions de genre, l'année 3 a été orientée vers la capitalisation, à plusieurs niveaux :

- *Dans l'accompagnement des projets de terrain à la définition des produits de capitalisation*
- *Dans la concertation entre les deux consortiums autour des produits communs,*
- *Dans la présentation des acquis méthodologiques et des effets du programme auprès de décideurs, du milieu des ONG et de la recherche. Ce volet a inclus un plaidoyer pour que des leçons tirées du programme permettent de nouvelles actions et la continuité des processus vécus sur le terrain.*

1.1.1. Réunions entre les ONG du consortium 1 en France

Le consortium a réalisé 5 réunions générales à Paris : une en préalable à un comité de pilotage fin 2011, 2 préalables à l'atelier de capitalisation de Ouagadougou en mars 2012, et 2 réunions postérieures à Ouagadougou, complétées par des échanges bilatéraux ou des réunions skype.

Les réunions préalables à l'atelier de Ouagadougou ont abouti à des décisions autour des points suivants:

- Définition des thèmes communs des ateliers de Ouagadougou 2012.
- Discussion méthodologique autour de la capitalisation à trois niveaux : chaque projet, le consortium 2 et le FSP (C1/C2)
- Préparation des réunions du pôle genre autour de la capitalisation commune.

D'autres réunions téléphoniques, par skype ou partielles, ont permis de faire le point sur le suivi des volets genre, des outils particuliers de capitalisation, la préparation d'intervention à des séminaires, et l'élaboration des rapports finaux.

Les fonctions d'Enda Europe (EE) dans l'animation du consortium restent les suivantes:

- EE transmet les informations et sollicitation du MAEE envers les membres du FSP, les diffuse à ses membres et participe aux concertations avec le consortium Aglaé pour apporter les meilleures réponses possibles et faire remonter les propositions des ONGs.
- EE participe avec ASFODEVH aux réunions du Pôle Genre, pour échanger des méthodes, des analyses et des outils. Notamment autour des questions de capitalisation et des liens avec la Plateforme Egalité Femmes Hommes du MAEE. Elle consulte les membres du consortium sur les orientations proposées par le Pôle Genre et par le MAEE.
- EE interroge les projets, leurs contextes, se documente pour s'imprégner des questions traitées dans leur dimension sociale, technique, économique et politique (au sens du plaidoyer et des enjeux du développement).
- EE convoque des réunions en fonction des échéances collectives, ou à la demande de partenaires.
- EE est sollicitée pour relire des documents, des outils, les rapports intermédiaires, faire des retours, chercher des contacts, approfondir des sujets à la demande des partenaires ou des équipes de terrain.
- EE et les partenaires font circuler des documents d'intérêt mutuel et des contacts concernant les enjeux agroalimentaires, l'économie paysanne, la souveraineté alimentaire et les questions de genre et développement.
- EE collecte de façon continue des informations à mettre à dispositions des partenaires.

Après l'atelier de Ouagadougou, ces fonctions se sont concentrées sur le suivi des produits de chaque ONG, sur le suivi de la capitalisation (en particulier du film) et le plaidoyer commun autour des leçons à tirer du FSP, au niveau national, notamment dans le cadre de l'évaluation de la stratégie genre du MAE.

1.1.2. Participation au pôle genre, inter-consortiums

5 réunions ont été organisées par les ONG du pôle genre durant la période.

Ces réunions ont été organisées autour de plusieurs agendas :

- Une réunion de concertation avec le MAEE sur la capitalisation générale dont la coordination est à la charge d'Adéquations (brochure et CD) et d'Equilibres et Populations (films)
- La préparation du séminaire de capitalisation de Ouagadougou
- Le suivi des rendus des partenaires auprès du MAEE

Les membres du pôle genre ont également travaillé ensemble pour:

- au sein de la Commission Genre de Coordination Sud, notamment autour des questions de budgétisation de genre ;
- la préparation d'un séminaire sur le genre et l'agriculture familiale réalisé en mai 2012 à Toulouse (co-organisé par Genre en Action et l'Université de Toulouse le Mirail) ;
- la préparation d'un module de formation sur le genre et les jeunes filles, dans le cadre de l'Université d'été de la Solidarité Internationale, en juillet 2012 à Lyon (avec Equilibres et Populations et Aster notamment) ;
- la participation à l'évaluation du DOS genre par l'Observatoire de la Parité, dans laquelle l'expérience du FSP genre et économie a fait l'objet d'une attention particulière.

1.1.3: Atelier 3 de capitalisation, réalisé à Ouagadougou, Burkina Faso²

La troisième rencontre internationale s'est située au début de la troisième année du projet, de façon à impulser la réflexion de chaque projet sur les changements vécus et préparer des produits de capitalisation. Il ne s'agissait donc pas d'un atelier de bilan.

Comme l'atelier de lancement en février 2010, un format sur 4 jours a permis de combiner un agenda commun (jour 1 et jour 4) et un agenda spécifique à chaque consortium (jours 2 et 3).

Il a été préparé en concertation avec le pôle genre et précédé d'un processus de concertation auprès des membres du consortium *Tchiwara* à partir de novembre 2011.

La concertation auprès des membres s'est fondée sur un document-martyre de réflexion sur les acquis du programme, rédigé par Enda à partir de l'étude des rapports, les comptes rendus des ateliers pays et des relations permanentes avec les membres du consortium.

Ce document a été envoyé à toutes les équipes et aux formatrices et formateurs qui ont accompagné les ONG.

Les retours, observations ou compléments ont été collectés, discutés et un document consolidé a été élaboré. Des thèmes de réflexion ont ensuite été identifiés, afin de préparer l'atelier de capitalisation.

Ce document a ensuite été communiqué au pôle genre et a servi de trame à la sélection de thèmes communs aux deux consortiums, dans le cadre de la préparation de l'atelier de capitalisation.

• Les objectifs de l'atelier:

L'atelier de Ouagadougou de mars 2012 (dit Ouaga 3) avait trois objectifs centraux, complétés par des objectifs spécifiques:

1. Animer le débat entre les participant-es, des deux consortiums *Tchiwara* (C1) et *Aglaé* (C2) sur 5 thèmes transversaux ayant émergé du processus des deux premières années.
 - *Objectif spécifique 1.1 : favoriser les échanges entre les partenaires des deux consortiums deux ans après la première rencontre,*
 - *Objectif spécifique 1.2 : renforcer la présence des « femmes actrices » : dirigeantes associatives et élues municipales (ou de communautés rurales).*
2. Définir le cadre des processus de capitalisation interne à chaque projet et au consortium *Tchiwara*

- *Objectif spécifique 2.1 : capitaliser l'expérience des formatrices et formateurs africains, à partir de leur expérience de suivi des projets de terrain et ou des « ateliers par pays », dans le but de construire ou renforcer des réseaux.*
3. Cadrer et donner une impulsion au démarrage des processus communs entre les deux consortiums C1 et C2, notamment un film et une brochure (accompagnée d'un CD)

- **Les participant-es:**

50 personnes étaient prévues pour le consortium Tchiwara, au lieu de 30 lors des ateliers précédents, grâce à quelques ajustements : des participant-es se sont déplacé-es par voie terrestre et un reliquat des ateliers précédents a été réinjecté sur la même ligne. La participation a donc été du double du prévisionnel, ce qui a profité principalement aux « femmes actrices », venues en plus grand nombre que dans les ateliers internationaux précédents. Les précédents avaient permis d'ouvrir les travaux principalement aux femmes actrices résidentes du pays hôte de l'atelier. Pour ce troisième atelier international, leur plus forte participation était donc une avancée significative.

Les événements du Mali par contre sont intervenus négativement, et ont empêché le déplacement des 5 délégué-es, ce qui a affecté principalement Asfodevh et Afrique Verte-Mali (AMASSA).

Au total l'atelier a réuni 46 personnes, dont 35 femmes (75%) et 11 hommes. (voir liste en annexe 2)

AFRIQUE VERTE:

6 participant-es, 4 femmes et 1 homme, le directeur d'APROSSA -Afrique Verte Burkina Faso. Pour chaque pays (Burkina Faso et Niger) 2 animatrices et 3 formatrices des mêmes pays. Mais les participantes du Mali ont dû annuler le déplacement. 5 des 6 participant-es avaient été présent-es lors d'un atelier international précédent.

ASFODEVH:

7 participant-es, 4 femmes et 3 homme membres de l'association, dont une formatrice. La responsable du projet en France, membre du pôle genre du FSP a contribué à l'animation de l'atelier. Les fonctions des autres membres sont: la coordinatrice du projet en Afrique et deux coordinateurs de pays, dont une formatrice genre. 5 des 7 participant-es avaient été présents lors d'un atelier international précédent.

TECH-DEV:

8 participant-es, 5 femmes et 3 hommes. La délégation a inclut 3 agricultrices et les équipes de projet de France et du Burkina Faso (notamment de l'ADEE, partenaire de tech-Dev). 6 des 8 participant-es étaient présent-es lors d'un atelier international précédent

AVSF

6 participant-es: 4 femmes et 2 hommes. Pour chaque pays (Togo et Sénégal) ont participé, deux responsables et une femme agricultrice, l'une d'entre elle, conseillère rurale de Vélingara. 5 sur les 6 participant-es avaient été présent-es lors d'un atelier international précédent.

GRET

7 participant-es, 7 femmes. La délégation a inclut trois membres de l'équipe du Gret et 4 femmes de groupements ruraux et d'une organisation urbaine. 3 des 7 participant-es avaient participé à l'un des ateliers internationaux. On notera qu'une des participantes des groupements ruraux, jeune mère d'un nourrisson, a été accueillie avec son bébé, qui a été gardé durant les séances de travail par la présidente du groupement. Cet accueil a été décidé collectivement, afin de rendre visible l'importance d'intégrer des jeunes femmes dans les formations de tous niveaux en tenant compte de leurs contraintes familiales. N'inviter que des femmes n'ayant pas ou plus d'enfants en bas âge, serait une façon de contourner le vécu quotidien de la majorité des jeunes femmes. Cela impliquerait également de renoncer à former professionnellement la nouvelle génération, et éluder le besoin d'équipements collectifs de garde d'enfants pour permettre aux jeunes mères d'exercer une activité économique. L'entraide entre femmes des groupements de base a été valorisée, comme une solution pratique permettant la présence de deux femmes, la plus jeune étant libérée le plus possible de ses contraintes.

Cette décision a fait écho à une situation rencontrée par une jeune professionnelle de l'équipe du Gret au Burkina Faso, qui n'avait pas pu bénéficier d'une formation de haut niveau organisée par l'OIT à Turin fin 2011 (voir chapitre 3.1.3).

ENDA PRONAT et GRAF

5 participantes. La délégation a inclut 2 personnes directement impliquées dans le projet, la responsable du pôle agroalimentaire d'enda Graf, la responsable de la recherche sur le genre et le foncier, et une dirigeante d'une fédération d'agriculteurs bios, également conseillère rurale de Keur Moussa.

ENDA EUROPE a été représentée par la chargée de mission genre, responsable de l'organisation de l'atelier, et une stagiaire, chargée de contribuer à la capitalisation.

• **Réalisation des objectifs:**

OBJECTIFS PRINCIPAUX ET SPECIFIQUES	REALISATIONS
<p>1- Animer le débat entre tous les participant-es, des deux consortiums sur 5 thèmes transversaux ayant émergé du processus des 2 premières années.</p>	<p>Les 5 thèmes ont été sélectionnés par le pôle genre, suite à l'élaboration d'un document général de réflexion par Enda Europe, envoyé aux partenaires du C1, qui ont à leur tour envoyé des éléments de réflexion et des propositions de thèmes d'approfondissement.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Métiers masculins, métiers féminins 2- Rentabilité sociale et rentabilité monétaire 3- Changement social 4- Pratiques organisationnelles (mixtes et non mixtes) 5- Accès et contrôle des ressources <p>Les 5 ateliers mentionnés, ont permis un premier tour de table autour des questions soulevées ; Ils ont été prolongés durant le jour 2 au sein du consortium <i>Tchiwara</i>, afin d'approfondir les débats en petits groupes et préparer la réflexion sur la capitalisation.</p>
<p><i>Objectif spécifique 1: favoriser les échanges entre partenaires des deux consortiums deux ans après la première rencontre, ainsi que le débat entre professionnels des ONG et « femmes actrices », pour la plupart dirigeantes associatives voire même élues municipales dans les communes rurales ou communautés rurales.</i></p>	<p>Deux journées, la première journée et la quatrième ont été menées en commun entre les deux consortium, l'animation étant confiée au pôle genre avec la collaboration de membres des consortiums.</p> <p>Une exposition d'affiches sur les projets et une animation ludique ont permis aux participant-es de prendre connaissance des principales avancées des différents projets et d'interroger les responsables ou les femmes actrices sur des aspects particuliers, et également de faire des suggestions.</p> <p>Les 5 ateliers conjoints sur des thèmes choisis ont permis une réflexion sur les contenus, dans des groupes de travail mêlant des participant-es des deux consortiums.</p> <p>Le jour 4 a été organisé sous forme de plénière générale, afin de présenter les outils communs de capitalisation et les thèmes et supports choisis par chaque projet.</p> <p>Les temps libres, repas et pauses ont également été mis à profit pour faciliter les rencontres.</p> <p>Des déplacements sur le terrain, à la rencontre de transformatrices dans leur espace de travail, ont également été réalisés à l'initiative de participants.</p>
<p><i>Objectif spécifique 1.2 : renforcer la présence des</i></p>	<p>Cet objectif présent dans toutes les formations du consortium <i>Tchiwara</i> a été possible grâce à l'élargissement du nombre de</p>

OBJECTIFS PRINCIPAUX ET SPECIFIQUES	REALISATIONS
<p>«femmes actrices », pour la plupart dirigeantes associatives voire même élues municipales dans les communes rurales ou communautés rurales.</p>	<p>participants, qui a permis d'inclure 13 femmes actrices des différents pays, soit davantage que dans les ateliers précédents où cet effort n'était possible que pour les dirigeantes issues du pays hôte.</p> <p>Les méthodologies ludiques notamment pour les présentations et les plénières, ont continué à être pratiquées, afin de continuer la formation des équipes de projets à l'usage d'outils visuels, inclusifs et facilitant les échanges.</p> <p>Durant le jour 3, un temps spécifique pour les 13 femmes actrices a été aménagé, afin qu'elles échangent entre elles, accompagnées de la stagiaire et puissent présenter leur point de vue en plénière. Leurs propositions ont ensuite été intégrées au communiqué final élaboré en commun.</p>
<p>1. Cadrer des processus de capitalisation interne à chaque projet, et dans le consortium Tchiwara sur les filières agroalimentaires</p>	<p>Après les débats de sur les enjeux autour de l'économie et la génération de revenus, trois activités ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une formation sur la définition et les grandes lignes d'un processus de capitalisation, - un recensement collectif de tous les types de documents intermédiaires et produits pouvant servir de matériaux de base pour le processus de capitalisation. - Une réflexion par équipe de projet (professionnels et femmes actrices) pour sélectionner des thèmes et supports de capitalisation ainsi que les modalités de réalisation <p>Au sein du C1, il a été convenu de réaliser une publication commune, sur le genre dans les filières agro-alimentaires sur la base d'un article par projet, à diffuser par des moyens électroniques.</p>
<p><i>Objectif spécifique 2.1. : Capitaliser le travail des formatrices et formateurs, renforcer les liens, mieux connaître les pratiques concrètes de formation sur le genre.</i></p>	<p>Dans la continuité des ateliers précédents, les liens avec les formatrices et formateurs africain-es ont été renforcés.</p> <p>Celles et ceux qui étaient disponibles, ont été invités à se rencontrer (bénévolement) avant le démarrage de l'atelier et à y participer, afin de se faire mieux connaître et de partager les impacts des formations qu'elles ou ils avaient réalisées notamment à l'occasion des ateliers pays ou dans l'accompagnement des équipes professionnelles et des femmes actrices dans chaque pays.</p> <p>5 formatrices-teurs indépendant-es, hommes et femmes, ont ainsi été associé-es, et ont échangé sur leurs pratiques avec les principaux responsables de projets présents la veille du démarrage général des travaux de l'atelier.</p> <p>Ces formatrices et formateurs ont ensuite contribué à l'animation de plusieurs activités de l'atelier.</p>
<p>2. Cadrer et donner une impulsion au processus de capitalisation commun C1-C2</p>	<p>La plénière finale a permis la mise en commun de toutes les propositions par projet et de présenter le processus global :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un film (en deux versions, courte et longue) piloté par Equilibres & Populations. Le réalisateur étant présent, il s'est imprégné des débats, et a pu rencontrer des personnes, faire des repérages de terrain et des interviews. - Une brochure globale, et d'une base de ressources destinées à un CD, à charge d'Adéquations. Des interviews ont été réalisées durant le séminaire et un premier produit (un diaporama constitué de photos et phrases clefs fondé sur des interviews réalisées lors de missions précédentes) ont été présentés.

Cet atelier, évalué postérieurement dans une réunion au sein du C1 puis au sein du pôle genre, a rempli son rôle de préparation de la phase de capitalisation à plusieurs titres : on verra dans les chapitres suivants les effets produits par l'approfondissement des débats, la libération de la parole des femmes actrices, et les présentations réalisées lors d'évènements postérieurs.

Les produits proposés par les membres du consortium sont présentés au paragraphe 1.2.2

1.2. Soutien aux plans d'action et à la capitalisation des ONG partenaires

L'élaboration des plans d'actions des partenaires durant les 2 premières années s'est déclinée sous forme de documents de mi-parcours présentés aux comités de pilotage, fiches de suivi, et documents de réflexions sur les enjeux de contenus (genre et économie dans les filières agroalimentaires de l'Afrique de l'Ouest contemporaine).

L'année 3 a été caractérisée par des soutiens en bilatéral entre EE et chaque ONG, pour élaborer ou mettre en œuvre les plans d'action annuels, notamment pour les présenter au comité de pilotage, préparer des fiches de suivi destinées à l'atelier de Ouagadougou de mars 2012 et planifier les supports de capitalisation.

La rencontre organisée par Enda Europe avec les formatrices-formateurs en amont de l'atelier international a également contribué à renforcer les plans d'action et la capitalisation.

1.2.1. Identification de personnes ou structures ressources :

Enda Europe a continué le travail de l'année 2 afin de renforcer les liens avec une petite équipe d'intervenants-tes africain-es qui ont animé les « ateliers par pays » ou ont suivi des projets en particulier.

Enda Europe a servi de référent lorsque des discussions méthodologiques ont surgi entre les projets et formatrices-teurs.

L'invitation de ces 5 formatrices-teurs africaines à une rencontre préalable à l'atelier international a permis de mettre en valeur la convergence des méthodes participatives d'initiation aux concepts de base du genre. Pour des raisons d'agenda et de disponibilité (et aussi en raison des évènements au Mali), seuls 3 formatrices/teurs ont assisté à la rencontre préalable et 4 ont participé à l'atelier lui-même.

Enda Europe s'est attaché à cultiver les relations avec ces personnes, afin de mieux les connaître, de favoriser leur insertion dans le programme FSP et de leur permettre également de se connaître mutuellement. La réunion a été organisée avec la participation des responsables de projets présents sur les lieux du séminaire, de Bénédicte Fiquet d'Adéquations et a profité également de la présence de Magalie Saussey, chercheuse et présidente de l'AFED en mission au Burkina Faso, elle-même formatrice genre et partenaire d'Enda Europe. Au total 11 personnes ont participé à la réunion préalable.

- 3 Formatrices/teurs africaines (basé-es en Afrique):

Ginette Aguey, Groupe de Réflexion et d'Action Femmes Démocratie et Développement, GF2D du Togo. Formatrice genre auprès de 3 ONG au Togo: Caged, AVSF et Sotchi, animatrice de l'atelier pays Togo-Bénin-Niger

Françoise Yoda, directrice du Réseau Femmes en Action (RFA), formatrice genre de 2 ONG au Burkina Faso : Gret, Tech-Dev, Afrique Verte et Asfodevh. Elle travaille en binôme H/F avec un collègue **Adam Tega**

Baydi Ndiaye. « Formatrice homme », directeur de SYSED à Kolda au Sénégal et formateur genre. A réalisé les diagnostics organisationnels participatifs d'AVSF et animé l'atelier pays du Sénégal, pour Enda Pronat et AVSF à Kaolack en 2011.

- 3 membres du pôle genre :

Marie-Dominique de Suremain, Enda Europe, chef de file et coordinatrice genre du consortium Tchiwara.

Marie Clémence Mba Tsogo, Asfodevh.

Bénédicte Fiquet, chargée de mission genre Adéquations,

- 4 responsables de projets :

Martine François, Gret France. Chef du projet Beurre de karité,

Azara Nfon Dibié, GRET Burkina Faso, responsable du projet beurre de karité

Pauline Ndiaye, Enda Pronat, Sénégal, responsable du projet d'intégration des femmes dans l'agriculture saine et durable

Anne David, membre du CA d'Asfodevh France.

- Une invitée :

Magalie Saussey, présidente de l'Association Femmes et Développement AFED, anthropologue spécialiste de questions de genre (université de Toulouse), partenaire d'Enda Europe dans le cadre du programme de formation genre en 2008-2009.

Les formatrices/teurs et responsables de projets ont relevé 11 points d'interrogation:

- 1- quand on renforce économiquement les femmes, est-ce qu'on les renforce automatiquement du point de vue de leur autonomisation?** avant le projet certaines femmes avaient déjà des revenus, mais elles devaient toujours demander la permission pour sortir, pour développer leur activité. Dans un premier temps, on a d'abord fait des formations techniques mais pas assez de renforcement sur le genre. Puis certains mots ont ouvert les yeux des femmes, comme le mot « autonomie ». Les femmes ont refait l'historique de leur organisation, elles se sont réorganisées, ont nommé une présidente, et se sont rendues compte que quand l'organisation a été créée, les membres de la base n'étaient pas au courant. Il y a une différence entre le fait que les femmes gagnent de l'argent et l'autonomie. On peut travailler et être soumise dans la famille. Par contre on a des exemples très forts d'autonomisation, non seulement envers la famille, mais aussi envers le projet: après la visite à la Fiara, Madame Kaboré s'est organisée pour revenir tous les trois mois à Dakar. Elle n'a plus besoin d'aide.
- 2- Les femmes sont dans une logique de négociation plutôt que de confrontation.** Les femmes veulent négocier. Après la première formation sur les droits des femmes, elles ont découvert les droits les plus importants, par une méthodologie ludique, elles ont pu mémoriser les 5 droits les plus importants par un jeu. Cela produit des changements. On peut en prendre pour exemple une femme dont le mari s'inquiétait à chaque déplacement alors qu'elle ne partait pas loin. Elle a expliqué ses droits au mari et passé toute la nuit à discuter, elle argumentait qu'elle voulait s'entendre mieux avec lui. Le mari le lendemain a offert du lait symboliquement. Les femmes partagent ces exemples.
- 3- Il faut que les gens débattent publiquement,** comme pour les mutilations génitales féminines, il faut rendre ces sujets moins tabous. Rencontrer les chefs de village, les élus, et des chefs religieux. Le plaidoyer doit être argumenté et démontrer qu'il s'agit d'augmenter la collaboration. Le droit à l'héritage c'est un débat avec les imams, 1/3 c'est inéquitable, mais on ne peut pas remettre en cause les préceptes religieux. On ne peut pas dire de front que c'est inéquitable. Les chefs de villages ont entendu à la radio que c'est imposer les valeurs de l'occident qui veut imposer que les hommes fassent ce que faisaient les femmes et réciproquement. Il faut lever cette équivoque, car les hommes se sentent menacés. Avec le même terme on couvre ces réalités. Mais si on fait la promotion des droits des femmes, il faut bien parfois aller à l'encontre des croyances.
- 4- Le premier plaidoyer, c'est l'accès à la terre. Ce qui a changé dans ce projet, c'est** qu'elles impliquent les hommes. Certains hommes ont dit publiquement qu'ils aidaient leur femme aux tâches domestiques. Un homme a dit qu'il était d'accord que sa femme parte à Dakar et comment il se débrouille avec les enfants quand elle n'est pas là : *Il a dit « je fais que ma femme faisait, même piler le mil, je ne le fais pas en cachette »*. D'autres aussi ont montré du regard pour signifier qu'ils le faisaient aussi. Car il y a des choses que les hommes en général ne sont pas prêts à faire, notamment piler le mil (sauf s'il y a une machine).
- 5- Il faut continuer, parce qu'il y a une responsabilité à enclencher une dynamique.** Il faut penser à la suite du FSP et voir comment gérer l'impatience des femmes quand il y a du changement. Quand on ouvre les perspectives aux femmes, il y a l'idée que tout est à faire, on est extrêmement pressés, ou on est parfois un peu découragé de tout ce qu'il y a à faire. Parfois ce

sont les femmes elles-mêmes qui veulent **changer tout et tout de suite quand elles se réveillent**, il faut qu'elles ne se découragent pas d'avance, quand elles découvrent l'étendue du travail à faire.

- 6- Avec ce qu'elles gagnent, **les femmes envoient prioritairement leurs enfants à l'école. Mais les hommes n'assument pas leur responsabilité**, les priorités sont ailleurs, ils dépensent pour leur bière. Ils disent qu'ils n'ont pas les moyens. Les **hommes pensent que l'école ne sert à rien**, que l'enseignement général ne donne pas de métier. **Les femmes disent qu'elles travaillent pour l'éducation des enfants**. Beaucoup de femmes disent qu'elles paient pour leurs propres enfants.
- 7- **Dans les programmes d'alphabétisation, il faut aussi apprendre aux femmes à compter et à gérer**, car même si elles produisent, les hommes manipulent l'argent. Souvent, les femmes ne voient pas l'argent. On voit dans des programmes de santé, des hommes refuser de payer les consultations et les carnets de santé.
- 8- **Une des craintes, est que les hommes récupèrent l'activité quand elle devient rentable**. Certains maris ont introduit des porcs pour faire travailler leur femme, elle s'en occupe et ils les vendent sans lui dire combien. Autre question : si on sépare le travail des femmes et des hommes, **est-ce que les femmes ne vont pas récupérer des dépenses plus importantes ?**
- 9- On observe **le développement du travail ménager gratuit des petites filles** qui permet le développement du travail économique des femmes adultes.
- 10- Les groupements ont bougé mais on ne pas mesurer tous les effets dans le cadre d'un FSP de 2 ans, **on verra les vrais changements en 10 ans**. Ce sont des projets en cours... **on ne peut pas dire à nos bailleurs, qu'ils sont bons en nous finançant seulement sur 2 ou 3 ans. D'ailleurs** tous les résultats ne sont pas attribuables au FSP. On a fait plus attention au genre avec le FSP mais les femmes étaient déjà dans une dynamique. Ce n'est pas en 2 ans qu'on change tout. Même si on a déjà des résultats. On a renforcé. On a fait des pré-diagnostics. On les a retravaillés, on a tâtonné. **Il faut mettre l'accent sur l'accompagnement au long cours et renforcer les organisations de femmes : pour qu'elles aient l'occasion de s'exercer et de gagner de la confiance en soi**.
On réfléchit sur **la question de la mixité des organisations. Dans les espaces mixtes, il y a toujours une préséance des hommes, surtout si on n'a pas renforcé les femmes entre elles avant**. Le contexte culturel peut aussi être favorable à la spécialisation des femmes dans certaines activités, comme la culture du riz, où elles sont libres de s'exprimer sur leur vie personnelle, sont les rizières. Pour la consommation locale et même pour financer les fêtes de l'excision. Elles ne voulaient pas la participation des maris, mais ont financé des ouvriers pour les travaux les plus durs.
- 11- **Au Sénégal on a abordé la façon qu'on les hommes et les femmes d'aborder les notions de genre dans les différentes langues locales. On pourrait échanger sur le vocabulaire utilisé dans les différents ateliers**. La première différentiation à faire passer est le **sexe** et le **genre**, avec des jeux. Le sexe définit ce qui ne peut pas changer. Une formatrice utilise des expressions Burkinabè ou également utilisées au Niger: « **né trouvé** », ce qui est acquis par l'éducation et la tradition transmise et « **né avec** » ce qui est inné. Dans les langues nationales, pour la plupart c'est des périphrases que les gens utilisent. On part d'expériences vécues, de son propre cas, un garçon qui fait une chose de fille. Les gens rient des proverbes, qui sont souvent des stéréotypes.
« *Quelque soit la longueur de la tige, le propriétaire la ploie et la casse* ».
« *La poule et les œufs appartiennent au propriétaire* ».
« *L'homme = propriétaire de la maison et la femme = propriétaire de la case* ».
Chez les peuls, le mot *femme* a la même racine que le verbe *suivre*. Les femmes sont les personnes qui suivent.

1.2.2. Suivi des plans d'action genre

La deuxième mission d'Enda est le suivi des plans d'action des membres du consortium. En année 3, l'objectif principal est le suivi des processus de capitalisation des membres du consortium.

Le premier résultat a été le tableau des propositions de produits de capitalisation par chaque ONG, travail qui s'est concrétisé durant l'atelier Ouaga 3.

ONG	Thème(s) de capitalisation	Produits
AFRIQUE VERTE	Plaidoyer des formatrices.	Livret (existant, à actualiser en 2013)

ONG	Thème(s) de capitalisation	Produits
	Valorisation des activités et changements des femmes	Diaporama photos / images
	Formation genre avec les maris.	Vidéos
GRET	Synthèse des acquis sur les 3 années du FSP	document de 12 pages
		article scientifique (présenté à un séminaire et dans la publication commune Tchivara)
	Plaidoyer sur la préservation de l'arbre à Karité et sur les transformations vécues par les femmes	Théâtre forum Campagne sur l'arbre à karité
	Table filière Karité	Plaidoyer sur la qualité des produits.
AVSF Togo	Les femmes dans la filière porcine, accès à un métier d'homme.	<u>Pour les femmes éleveuses :</u> Document audio de 15 à 20 minutes (70 % d'analphabètes RC). <u>Pour les ONG et les bailleurs :</u> Livret illustré (photos, dessins)
AVSF Sénégal	Le changement social, les femmes et l'organisation	<u>Pour les femmes productrices :</u> Un montage vidéo à partir de documents existants. <u>Pour les ONG, Adm, et bailleurs :</u> Livret illustré avec des témoignages de vie.
AVSF Togo et Sénégal		Une fiche globale de capitalisation pour AVSF.
TECH DEV	<u>Success story :</u> Moins de longues disputes au sein des familles.	film témoignage des femmes et des maris article pour la brochure
	<u>Principales difficultés :</u>	Source : rapports d'enquêtes
	<ul style="list-style-type: none"> Femmes et accès à la terre (aux terres fertiles) Accès des femmes à temps opportuns aux matériels agricoles Accès au crédit de campagne pour le sésame 	Source : Témoignages Source : rapports de campagne
ASFODEVH	Qualité du produit transformé (hygiène)	Un document
	Importance et qualité de la formation/accompagnement (souci de transférer les compétences acquises aux autres cellules et souci de redevabilité envers les bailleurs)	Source : Interviews des cellules
		Produit : Création d'une banque de données, notamment sur les outils utilisés.
		Publication d'un article sur les formations mixtes avec le soutien d'une stagiaire, exemple du Bénin
		Documentaire ? (souhait)
ENDA PRONAT	De l'association au GIE, le parcours d'un groupe mixte.	<ul style="list-style-type: none"> Livret de récits de vie : un article puis un livret. Une pièce de théâtre ou saynète

Un suivi individualisé a également été réalisé auprès de plusieurs partenaires :

- **Enda Pronat :**

Suivi de l'élaboration de son rapport final entre mars et juin 2012: l'assistance technique s'est concentrée sur l'analyse des résultats de la production, la commercialisation, les dynamiques organisationnelles, l'analyse de la division du travail dans les unités de transformation de céréales (riz à Guédé et fonio à Koussanar) et la transformation du textile à Koussanar.

Les principales leçons du FSP ont ensuite servi à l'élaboration d'un projet de transversalisation du genre, dans un programme de formation agro-écologique d'Enda Pronat, destiné à transférer ces connaissances aux jeunes adultes (20-35 ans).

- **Gret :**

Le Gret avait élaboré un plan de travail renforcé sur le genre et demandé un accompagnement du Réseau Genre en Action sur le terrain, afin de redynamiser le suivi des femmes rurales, productrices de savons de lessive à base de karité. Ce nouveau plan avait abouti en septembre 2011. Enda a suivi sa mise en œuvre durant 2012 et répondu régulièrement aux questions des équipes de terrain.

Une nouvelle activité de soutien à la participation des femmes des unions de karité à une foire au Sénégal (la FIDAK, décembre 2011) a été organisée, au profit de 7 femmes issues de 4 unions.

Cette activité a confirmé l'importance du développement du marché sous-régional comme débouché pour les Unions urbaines : les ventes ont été en forte augmentation, de nouveaux clients gagnés, une des Unions est devenue totalement autonome grâce à la création d'une boutique permanente au Sénégal.

- **Tech Dev :**

Une concertation avec l'équipe de terrain a eu lieu autour de l'application de la deuxième série d'enquêtes approfondies auprès des femmes agricultrices et de leurs époux ; il a été décidé de commun accord en février 2012 d'attendre la fin de la vente du sésame avant d'appliquer les enquêtes, afin de mieux mesurer les revenus réels des femmes. Cette décision n'a pas permis à Tech dev de présenter ces résultats lors de l'atelier de Ouaga 3 mais elle permettra des analyses de meilleure qualité. Enda Europe accompagnera l'analyse sociologique du Réseau Femmes en Action, engagé comme consultant pour concevoir et dépouiller ces enquêtes. En novembre 2012, le rapport d'enquête n'était pas encore terminé.

- **Asfodevh**

L'appui à Asfodevh s'est concentré sur la question de l'organisation du voyage au Ghana autour de l'identification de fournisseurs d'emballages (plastiques, cartons et verre), avec la participation de représentantes d'Afrique Verte et de femmes formatrices de karité appuyées par le Gret. Quelques difficultés méthodologiques et imprévus se sont présentés, ce qui fait que si des informations sur plusieurs fournisseurs d'emballages ont bien été collectées, des contrats d'achats n'ont pas pu se conclure.

1.2.3 Missions de terrain

Au moins 1 mission de terrain par an était prévue, en profitant notamment des ateliers internationaux ou des ateliers pays: au Burkina en 2010, Sénégal et Togo en 2011. Une mission au Mali était prévue en 2012. Avec le changement de lieu de l'atelier international, de façon à joindre les ateliers annuels des deux consortiums, la mission au Mali a été annulée. Les événements par la suite ont empêché toute reconduction.

Le budget de cette mission a permis la participation d'une stagiaire d'Enda Europe à l'atelier international Ouaga 3. La stagiaire a ainsi contribué à l'animation de l'atelier, la collecte d'informations et l'élaboration d'un produit de capitalisation du Gret et sa présentation à un colloque scientifique à Toulouse en mai 2012.

Les fonctions de la stagiaire durant l'atelier et postérieurement ont été les suivantes :

- Participation à deux réunions (préparatoire et post atelier) du consortium Tchivara
- Elaboration d'une fiche de synthèse autour des processus de capitalisation et présentation du document durant l'atelier international
- Soutien logistique durant l'atelier international
- Prise de note durant plusieurs sessions de l'atelier international
- Capture vidéo d'entretiens et de sessions

- Contribution au compte rendu de l'atelier international
- Participation à 3 réunions du pôle genre avec Imagéo (cinéaste chargé par Equilibres & Populations du film de capitalisation) et Adéquations : visionnage d'interviews, discussion autour de l'élaboration des TDR du film.
- Contribution à l'écriture d'un article du Gret-Burkina Faso sur le genre dans leur projet karité, présenté au colloque de Toulouse de mai 2012
- Accompagnement de la chargée de projet du Gret-Burkina Faso dans la préparation de sa participation au colloque de Toulouse.
- Transcription d'interviews pour Tech-Dev.
- Classification du matériel recueilli.

Initialement il était prévu que le travail de la stagiaire puisse contribuer à l'accompagnement de plusieurs membres du consortium dans leur processus de mise en place d'au moins un produit de capitalisation (chacun ayant prévu de réaliser trois ou quatre produits). Cependant il est apparu que cette ambition dépassait largement le cadre d'un stage de trois mois. Notamment parce que le stage étant centré sur l'atelier international de Ouagadougou, les membres du consortium ont eu besoin de plusieurs mois pour décanter les objectifs qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes.

Par ailleurs, le stage s'est articulé autour de la participation à un deuxième évènement d'envergure, le colloque de Toulouse. Accompagner la préparation de l'intervention de la jeune chargée de projet du Gret, et la présentation a été le deuxième temps fort du stage et a contribué à la visibilité du FSP durant cet évènement.

D'autres missions ont été envisagées durant l'année 2012.

Une intervention a été sollicitée par **Afrique Verte Niger** (ACSSA) et **ASFODEVH**, afin de reproduire l'atelier pays Niger-Togo-Bénin de juillet 2011 au Niger. Les termes de références de l'atelier (objectifs, public, contenus) ont été discutés par mail, et une animation par Enda Europe a été envisagée. Puis la décision a été prise de solliciter une formatrice africaine, experte genre ayant également assisté à un atelier animé par Enda Europe durant le SIAO en novembre 2010. La méthodologie a permis de diffuser à un public de base (femmes actrices, agriculteurs, animateurs et animatrices de terrain) les concepts et outils pratiqués durant les ateliers internationaux. Du point de vue des concepts, la différence entre sexe et genre a été expliquée au moyen des deux expressions : « né trouvé » (le genre, ce qui est acquis par l'éducation) ou « né avec » (le sexe, ce qui est inné, biologique), qui a circulé dans les ateliers du FSP genre.

Des outils d'animation comme la cartographie sociale de la division des tâches et des territoires, le recueil des attentes et craintes en début d'atelier, le dessin, ont été également appliqués.

Ce transfert réussi et la qualité de l'activité (mesurable par un bon compte rendu et des réponses aux questions d'Enda Europe sur le compte rendu) sont des indicateurs de transfert des connaissances, mais également de la maturité des processus accompagnés par des formatrices en genre africaines expérimentées et des bonnes relations tissées avec elles durant les ateliers internationaux.

Sans le FSP, il est peu probable que des ONG dont le cœur de métier est technique, économique et social, comme Afrique Verte, aient eu l'initiative de se faire accompagner dans leurs projets de terrain par des spécialistes africaines des questions de genre.

La formatrice Nigérienne avait auparavant été intégrée à une formation à l'animation participative sur les questions de genre, réalisée par Enda Europe durant le SIAO 2010. Cette formation a permis de transférer des outils et de mettre l'accent sur l'expérience vécue, comme vecteur de sensibilisation, de transformation personnelle des femmes de base, et de prise de conscience collective. Ainsi, au-delà des outils conceptuels, la prise de parole et l'empowerment des femmes ne peut faire l'économie d'une approche sensible, du vécu partagé dans un cadre de confiance, qui suppose aussi des protections éthiques des confidences et difficultés partagées.

En Novembre 2012, une demande d'accompagnement a été également formulée par le GRET, dans le cadre de l'auto-évaluation programmée avec les femmes rurales du Burkina Faso. Cette demande a été remplacée par des échanges autour des termes de références, objectifs et méthodologies à mettre en œuvre, Enda n'ayant plus de temps disponible pour cet accompagnement en fin de projet.

1.3 Evénements communs de plaidoyer et diffusion

1.3.1 Foires et formations

Durant l'année 3, deux activités communes de participation à des événements ont été soutenues par Enda Europe :

- la participation de productrices de karité à la FIDAK de décembre 2011 (projet Gret)
- la participation de 3 responsables de projets d'AVSF et de Tech Dev, à un cours avancé sur le genre organisé par le bureau de l'OIT à Turin en novembre-décembre 2011.

Ces deux activités se sont réalisées à la demande des membres du consortium, comme une continuation des événements et formations précédentes. Elles illustrent le fait qu'un déplacement unique ne suffit pas à générer un processus durable, bien qu'ils ouvrent la voie ou des perspectives.

Ainsi le soutien aux transformatrices de karité pour conquérir le marché Sénégalais et ouest africain a ouvert la voie aux Unions les plus dynamiques qui ont su profiter assez vite du marché sénégalais, tandis que d'autres qui avaient davantage besoin d'accompagnement ou d'encouragements, ont pu également progresser en termes de ventes à l'exportation et de connaissance des procédures, des clients, des mécanismes de commercialisation et de promotion.

La conquête du marché ouest-africain, à l'ordre du jour de nombreux colloques et séminaires, est donc un mouvement dont peuvent profiter non seulement les célèbres « mama benz », ou des femmes et hommes d'affaires africains, mais également des organisations populaires relevant de l'économie sociale et solidaire, grâce à la FIARA ou la FIDAK.

L'expérience d'Afrique Verte et du Gret en ce domaine illustrent les difficultés mais également les bénéfices importants de cette orientation vers le commerce sous-régional. Un des volets du FSP genre et économie était initialement consacré à cet axe, dans le cadre d'un projet que devait porter Unifem. Il s'agit là d'un sillon à creuser sur le moyen terme, en collectant les chiffres et les acquis spécifiques de ces deux ONG et des organisations accompagnées.

Nous avons noté dans notre rapport année 1 qu'Enda Tiers Monde en tant que réseau contribue à l'élaboration d'un cahier des charges du « commerce «équitable » à l'échelle de la sous-région africaine, Enda Pronat y participant activement. L'expérience menée dans le cadre du FSP pourrait contribuer à enrichir ce travail d'une vision genrée.

En ce qui concerne le cycle de « l'académie genre », formation de niveau 2 de 15 jours organisé par le bureau de l'OIT de Turin en novembre-décembre 2011, il avait été demandé à Enda par l'OIT d'en faire la promotion auprès des partenaires du consortium *Tchiwara*, en raison du succès de la formation réalisée sur mesure pour les partenaires du FSP début 2011.

Grâce à une concertation avec le MAE et de l'OIT, une prise en charge tripartite a pu être mise sur pied : le MAE a apporté les billets d'avion, l'OIT une réduction sur les frais pédagogiques, tandis que le budget d'animation du consortium 1 a pris en charge une bonne partie des frais de séjour.

Cette formation a bénéficié à la jeune agronome de la coopérative appuyée par le projet sésame de Tech-Dev au Burkina, et d'autre part, pour AVSF, à l'animatrice du projet au Sénégal et au vétérinaire du Togo, tous deux professionnels expérimentés.

Il faut noter ici la difficulté rencontrée par la jeune femme chargée de projet du Gret au Burkina Faso, également admise à cette formation genre de haut niveau. L'OIT avait été interrogé sur la mise à disposition des stagiaires de services de garde d'enfant, facilitant ainsi l'accès à cette formation pour de jeunes mères, qui doivent habituellement renoncer à ces opportunités –exceptionnelles- en raison de leurs obligations familiales. La chargée de projet du Gret, jeune mère de famille en période d'allaitement pouvait ainsi concilier ses tâches familiales et sa formation professionnelle, en voyageant avec son bébé.

S'enquérir de l'existence de ce service et de son accessibilité, et ne pas opter pour le report par l'intéressée d'une opportunité de formation, (qui ne se présenterait pas forcément plus tard dans des conditions aussi favorables), a été une démarche pédagogique d'intégration du genre promue par

Enda Europe à cette occasion. En effet vivre en direct ce type de paradoxe et se heurter à l'indifférence ou à des objections stéréotypées, est la meilleure des écoles pour se sensibiliser aux dilemmes quotidiens des femmes actives et au peu de soutien qu'offrent les sociétés et cadres habituels. Cette contradiction particulièrement forte dans les premières étapes de la vie professionnelle, devait être posée comme un problème typique d'un programme « genre et économie », abordée à l'occasion de cette formation et non comme un problème personnel à gérer dans la vie privée.

L'OIT confirma l'existence de ce service et garantit une prise en charge très favorable. Malheureusement le consulat de France refusa l'octroi d'un visa *au bébé*, malgré les nombreuses démarches des ONG et professionnels du MAE et de l'OIT impliqués dans le projet. La chargée de projet renonça donc à sa formation.

Finalement, autant ou plus que si le visa avait été accordé, les discussions et débats autour de cette question de conciliation des temps de vie, en Afrique comme dans d'autres pays, ont servi de prise de conscience des obstacles rencontrés dans leur début de carrière et leur formation professionnelle par les jeunes mères. Même quand des institutions se sont officiellement engagées à lever les obstacles les plus élémentaires.

C'est ainsi que dans la conduite de ses activités sur la formation des femmes productrices de karité, le Gret a été amené à accepter ou faciliter l'assistance à de jeunes mères avec leurs enfants dans des formations, et le séminaire de Ouagadougou de 2012 a également permis à l'une d'elles de se faire accompagner par une « nounou » (elle-même présidente de groupement) grâce à une prise en charge intégrale.

Si la question de l'accès aux services de base est parfois évoquée pour soutenir l'implication des femmes africaines dans des activités économiques (accès à l'eau, ou l'électricité notamment), la question de la garde des enfants des mères actives, semblait à beaucoup « hors sujet », la famille élargie semblant assumer sans changement ni ressources complémentaires cette tâche sociale et éducative. Mais l'intensification du travail rémunéré des femmes ne peut se faire sans recomposition des tâches « reproductives » ou par une circulation des charges de travail domestique entre femmes. Arrive un moment où les femmes ne peuvent plus absorber davantage de responsabilités et où se fait sentir un besoin de services collectifs. La naissance de multiples garderies tant en milieu urbain que rural en Afrique en est la démonstration.

Intégrer cette préoccupation de façon plus importante dans les politiques de génération de revenus et création d'emplois devrait être une des conséquences de cette prise de conscience.

De façon plus avancée, la conciliation des temps de vie ou la prise en charge de la petite enfance sont des problématiques qui devraient concerner autant les hommes que les femmes, mais le changement social se faisant par étapes, aujourd'hui, elles affectent en premier lieu les femmes. Elles peuvent aussi dans des groupes mixtes être l'occasion d'un débat sur la répartition équitable des tâches ménagères et de l'éducation des enfants.

1.3.2. Séminaires et conférences

L'année 2012 a été un moment de capitalisation et de diffusion des acquis du FSP dans plusieurs colloques, séminaires ou formations.

- L'invitation d'Enda par le MAEE à la **rencontre annuelle du réseau genre de l'OCDE en Ethiopie**, un des thèmes centraux étant la participation des femmes dans l'agriculture et le foncier en Afrique. Enda Europe a facilité la participation de Pauline Ndiaye d'Enda Pronat qui a présenté son expérience au Sénégal autour de l'agriculture saine et durable et les recherches sur l'accès des femmes au foncier. Ce séminaire a été également l'occasion de faire connaître l'expérience d'Enda Ethiopie autour de l'agriculture urbaine et l'amélioration de l'alimentation et la santé des femmes touchées par le VIH Sida.
- En juillet 2012, un **module de formation sur le genre a été organisé dans le cadre de l'Université d'Été de la Solidarité Internationale**. D'une durée de 2 jours, le module a été piloté par Enda Europe et organisé avec Aster International, le Planning Familial, Plan International, Coordination Sud, le Crid, Equilibres & Populations, Enda Santé, Teje (association de jeunes

professionnel-le-s), le collectif Femmes en Révolution de Lyon. Il s'est orienté vers la question des jeunes femmes et filles dans les projets de développement, du point de vue de leur autonomie, leur éducation, leur accès à la santé, la lutte contre les violences, la production de revenus. Enda Europe y a présenté l'expérience d'Enda Pronat avec un groupement de jeunes gens et jeunes femmes transformatrices de riz au Sénégal, soutenue par le FSP. Cette activité a bénéficié à environ 45 personnes (85% de femmes) un dossier a été remis aux participant-es. Elle a renforcé les liens avec le groupe « jeunes femmes », lancé par le MAE et piloté par Plan France. Une demande de continuation des formations en genre et développement, en direction des jeunes professionnel-le-s s'est exprimée durant l'atelier et postérieurement.

- En mai 2012, Enda Europe a été invitée à participer au **séminaire « Genre et l'Agriculture familiale », organisé par l'UMR 5600 « Dynamiques Rurales » et Genre en Action, à l'université de Toulouse le Mirail³**. Cette invitation a fait suite à celle de 2011 de la même université. Enda Europe est intervenue avec Aster International en plénière, pour présenter les méthodes participatives de la recherche-action, pratiquées par le pôle genre du FSP genre et économie. Cette intervention sera mise en ligne sur le site de Genre en Action puis disponible dans un CD qu'éditera l'Université de Toulouse.
 - o Par ailleurs, un **article commun Enda – Aster** a été rédigé comme contribution à un numéro de Focus genre, du projet « Mic Mac sur le genre » de Genre en Action, projet destiné à analyser les liens entre les dimensions micro et macroéconomiques du genre.
 - o Enda Europe a également soutenu l'élaboration de l'article du Gret, qui a été sélectionné par le comité scientifique du séminaire de Toulouse, ce qui a permis à la chef de projet du Burkina de présenter son expérience sur le karité.
 - o Enda Europe a animé un atelier de l'axe « Genre et Gestion Sociale des Ressources » avec la participation de cinq intervenants.
 - o Le séminaire a sélectionné également un article conjoint du CIRAD et du Réseau Femmes en Action, qui s'est appuyé sur l'expérience d'accompagnement en genre de la formatrice Françoise Yoda aux différentes équipes du Burkina Faso (Tech-Dev, le Gret, Asfodevh et Afrique Verte).
- Enfin en interne, deux présentations ont été réalisées, durant l'Assemblée Générale d'Enda Europe en juin 2012 à Paris (à laquelle ont été invités une vingtaine de partenaires) et durant l'AG du réseau Enda Tiers Monde en septembre 2012 à Dakar, lors d'une rencontre de l'axe genre du réseau, en cours de formation.

1.3.3. Evaluation du DOS genre, et relations avec l'AFD

Fin 2011 et début 2012, la Commission genre de Coordination Sud et la commission dédiée aux outils de financements de l'AFD (COFRI) ont organisé des réunions conjointes afin de revoir l'annexe genre destinée aux projets présentés par les ONG à la Direction des Partenariats avec les ONG (DPO). Ce document contenait des recommandations aux rédacteurs de projets, tandis que se préparait une clause de prise en compte obligatoire du genre par tous les projets.

Ce caractère obligatoire, sans accompagnement (formation, recherche, soutien financier, création de nouveaux outils de financement accessible aux petites ONG), reste un point de discussion entre les ONG et l'AFD, qui se dit déçue du « manque d'impact » des formations genre réalisées en 2008-2009. Enda Europe a proposé de rédiger un document pédagogique, qui a été retenu par la Commission genre et par l'AFD.

Le caractère exemplaire du FSP est à souligner car il a permis de faire de l'accompagnement continu à des ONG volontaires pour intégrer progressivement la perspective de genre à tous les étages de la gestion d'un cycle de projet (y compris sur le terrain et auprès des bénéficiaires).

L'évaluation de la stratégie genre du MAE approuvée en 2007 pour 5 ans, a été pilotée par l'Observatoire de la Parité et la Commission pour les Droits de l'Homme, qui ont élaboré des

32

³ Voir le site du séminaire : <http://blogs.univ-tlse2.fr/genre-et-agricultures/> et le programme : http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/programme_genre_et_agriculture_mai_2012_Toulouse-1.pdf

questionnaires destinés aux différents acteurs, réalisé une série d'auditions, puis élaboré des analyses et des recommandations.

Enda Europe a participé activement à cette évaluation au titre de sa participation à la Plateforme genre et développement, ce qui a représenté environ une dizaine de réunions et du travail de rédaction d'analyses et de propositions :

- réunions préalables,
- suggestions aux outils,
- diffusion des questionnaires dans son réseau et en particulier au sein du consortium Tchiwara, et encouragement aux membres à répondre, collecte d'observations.
- participation aux auditions (AFD, MAEE, ONG, etc...)
- participation aux analyses et révision successives du document
- contribution aux recommandations.

Ces activités ont été suivies de plusieurs actions de plaidoyer, au sein de la Commission genre de Coordination Sud, concernant notamment les questions financières. Suite à un atelier sur la budgétisation sensible au genre, les marqueurs genre de l'OCDE sur l'aide publique au développement ont été analysés. L'OCDE utilise deux types de marqueurs, pour mesurer l'intégration du genre dans l'aide publique au développement. Le marqueur 1 signifie qu'un projet intègre le genre comme volet secondaire (le projet pourrait exister sans le volet genre), le marqueur 2 signifie que le volet genre est principal (le projet ne pourrait pas exister sans le genre). La France n'analysait pas son APD sous l'angle du genre jusqu'à 2009. La publication de ces indicateurs pour 2009 et 2010 ont révélé la baisse des projets spécifiques, et leur faible montant, tandis que d'autres pays comme l'Allemagne investissent entre 50 et 100 fois plus. (chiffres 2010 : en France, 6 millions d'US\$ sur des projets marqués 2, en Allemagne 247 millions d'US\$).

Cette analyse a réactivé les questions des membres du consortium autour de la continuation du FSP genre et économie.

La diffusion de cette architecture exemplaire a permis de réaliser des changements importants dans les équipes de projets des partenaires et de détecter de nombreux obstacles restés invisibles initialement, afin d'y répondre et de dynamiser les processus socio-économiques en marche.

CHAPITRE 2 : LES MOYENS

Ressources humaines :

- une chargée de mission genre de profil senior à 50% ETP
- un appui administratif et financier
- une stagiaire durant 3 mois en année 3

Ressources matérielles :

- le siège d'Enda pour les rencontres des responsables du consortium à Paris
- des réunions du pôle genre (locaux Equilibres & Population ou MAE)
- des outils : internet, skype et wiki pour la communication entre les membres du consortium et la préparation des événements communs.
- des locaux loués pour les ateliers et les rencontres internationales

On note par ailleurs une dépense rationalisée pour les ateliers internationaux annuels. Budgétés pour environ 24 personnes, ils ont pu accueillir en 2012 un total de 45 personnes et donc donner une plus grande participation aux femmes actrices. Les efforts consentis ont concerné des lieux de réunion plus économiques, l'achat des billets à l'avance et des efforts fait par certains partenaires acceptant de se déplacer par voie terrestre, etc... Cette gestion économe a permis d'inclure dans le dernier atelier la contribution d'une stagiaire.

La mission Mali a été supprimée, une première fois en raison de la décision du pôle genre de réaliser le dernier atelier conjoint au Burkina Faso. Puis à cause des événements du Mali, qui ont d'ailleurs affecté directement l'atelier 3 de Ouagadougou.

En année 3, le budget destiné au soutien aux événements communs a permis une participation à une formation internationale de l'OIT à 2 membres d'AVSF et 1 de Tech Dev, (au lieu des 4 prévus), en raison d'un problème de visa et au déplacement de formatrices de karité à la Fidak de Dakar.

Un financement complémentaire obtenu auprès du Ministère des Droits des Femmes, permettra l'édition d'une brochure commune, contenant une contribution de chaque membre du consortium.

Concernant l'outil wiki

Durant l'année 3 : plus de 80 documents ont été téléchargés (total 384 fichiers au 06/11/2012).

Pour mémoire, durant l'année 2, environ 200 fichiers ont été ajoutés (total de 308 fichiers au 15/09/2011) : internes, photos, rapports de mission, documentation générale, etc.

Sur l'utilisation du wiki, le bilan montre qu'il est encore assez difficile de susciter l'appropriation d'outils collaboratifs modernes censés annuler les distances et résoudre les problèmes de communication. Si skype est assez facilement utilisé, sur 66 personnes invitées à utiliser le wiki, environ une dizaine le font régulièrement, la moitié le fait sporadiquement, une vingtaine n'y a jamais accédé, après la première inscription.

On a vu lors de la formation à distance de l'OIT, que ce gap pouvait être assez grand et sélectif, notamment pour des formations à distance. Les objectifs de progrès devront donc rester modestes et réalistes.

CHAPITRE 3 - CONCLUSIONS DES REALISATIONS EN 2012

En termes d'indicateurs les résultats de la troisième année sont les suivants:

Résultats attendus sur 3 ans	Réalisations de l'année 3
Annuaire commenté de ressources locales pour la formation et l'accompagnement des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des relations au Sénégal, Burkina Faso et Togo, avec les 7 formatrices et formateurs ayant accompagné les projets de terrain et les ateliers pays. Cette consolidation n'a pas été possible avec le Mali, en raison des événements. Concernant le Niger, le Burkina Faso et le Togo, les liens se sont renforcés avec le C2. - Mise en ligne sur le site http://fsp.enda-europe.org/ des profils des formatrices et formateurs. - Un produit de capitalisation a été élaboré, une brochure composée de 7 articles, signés par chacune des ONG. Les articles seront aussi mis en ligne sur le site d'Enda Europe et diffusés par www.mediatorre.org
6 plans d'action annuels concernant la stratégie genre des projets	<ul style="list-style-type: none"> - Les plans d'action annuels ont été soutenus, l'année 3 ayant porté sur la capitalisation, cette action a été ciblée. - 6 plans d'action/fiches de suivi des partenaires mis en ligne sur leur page respective. et diffusés sur papier à tous les partenaires. - Enda Europe a contribué également à 4 réunions préparatoires du film piloté par Equilibres & Populations : brainstorming, visionnage des interviews, réunions autour des TDR, puis suivi de la sélection, mise en lien avec les équipes de terrain, pré-sélection des profils des femmes sélectionnées, etc...
Mise en réseau horizontale des partenaires par une information régulière	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination et animation du troisième atelier de préparation de la capitalisation pour 45 participant-es (24 programmé-es initialement) - Organisation d'une rencontre des formatrices-teurs. - Suivi des activités du pôle genre entre les deux consortiums. - Facilitation de relations entre membres du consortium et autres partenaires. - Envoi régulier de mails sur les 2 listes de diffusion: partenaires nord et chefs de projets et animatrices sud, ainsi que sur le wiki
1 mission annuelle	<ul style="list-style-type: none"> - La mission au Mali a été annulée, le consortium ayant accepté de déplacer son atelier du Mali vers le Burkina Faso, afin de faciliter les synergies. - Une stagiaire a bénéficié du billet pour appuyer l'animation de l'atelier et le recueil d'informations, notamment enregistrements et tournage de comptes rendus en vidéo.
Visibilité, communication	<p>Création d'un site web du consortium : http://fsp.enda-europe.org/ Mise en ligne de 9 articles rédigés par Enda Europe et en co-écriture:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 sur le site de Genre en Action, - 1 avec l'Université de Toulouse (en préparation), - 7 sur le site de Médiaterre
Des outils et connaissances accessibles	<ul style="list-style-type: none"> - outils et comptes rendus accessibles sur le wiki. - 100 nouveaux fichiers (textes, documents, photos, vidéos), pour un total de 400 fichiers et images mis à disposition sur le wiki.

LISTE DES ANNEXES

1. Communiqué des ONG suite à l'atelier de Ouagadougou (mars 2012)
2. Liste des participant-es du consortium Tchiwara à l'atelier de Ouagadougou (mars 2012)
3. Présentation des 5 ateliers thématiques de l'atelier de Ouagadougou (26-27 mars 2012)
4. Trame de présentation des affiches pour l'atelier de Ouagadougou (mars 2012)
5. Fiches de suivi des projets (outil C1/C2) réalisées dans le cadre de la préparation de l'atelier de Ouagadougou (mars 2012)
6. Programme de l'atelier de Ouagadougou (mars 2012)
7. Programme du module genre proposé à l'Université d'Eté de la Solidarité Internationale du 4 au 7 juillet 2012
8. Intervention au séminaire de Toulouse (Genre en action-Université de Toulouse le Mirail) co-écrit avec Aster sur les méthodes participatives de recherche-action sur le genre (mai 2012)
9. Site Internet dédié à la capitalisation des outils produits : <http://fsp.enda-europe.org/>
10. Article publié sur le Focus genre de Genre en Action (programme Mic-mac sur le genre) co-écrit avec Aster (septembre 2012)
11. Ouvrage de capitalisation en version papier – en cours de publication
12. Articles publiés dans la rubrique Genre du portail d'information francophone sur le développement durable Mediaterre :
 - Burkina Faso : entre la paix des ménages et l'autonomisation économique des productrices de beurre de karité et de sésame, quel équilibre ? (Tech-Dev), publié le 14/01/2013: <http://www.mediaterre.org/genre/actu,20130114152312,5.html>
 - Se former, transformer, se transformer : les rapports femmes-hommes dans une activité de transformation agro-alimentaire (Asfodevh), publié le 12/12/2012: <http://www.mediaterre.org/afrique-ouest/actu,20121212114218.html>
 - Afrique de l'Ouest : quand travail des femmes rime avec résilience sociale (Enda Europe), publié le 12/11/2012: <http://www.mediaterre.org/genre/actu,20121112121201,5.html>
 - Des jeunes femmes et hommes à l'école du genre via une activité de transformation du riz : l'expérience du GIE *Baamtaré Guédé* dans la vallée du Fleuve au Sénégal (Enda Pronat), publié le 13/02/2013 : <http://www.mediaterre.org/genre/actu,20130213104856,5.html>
 - Organisation et stratégie des groupements ruraux et des Unions de femmes pour être compétitives dans la filière karité au Burkina Faso (Gret), publié le 25/02/2013 : <http://www.mediaterre.org/genre/actu,20130225101318,5.html>
 - Accéder à un métier masculin : faire bouger un tabou (AVSF) – en cours de publication
 - La transformation agro-alimentaire et sécurité alimentaire, plus que des AGR (Afrique Verte) – en cours de publication

ANNEXE 1

Communiqué des ONG ouest-africaines et françaises du Programme Genre et économie, les femmes actrices du développement

Ouagadougou le 30 mars 2012

40 organisations ouest africaines et françaises du Programme *Genre et économie, les femmes actrices du développement* se sont réunies à Ouagadougou au Burkina Faso du 26 au 29 mars 2012. Au Burkina Faso, Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Togo, leurs projets visent à favoriser les activités économiques des femmes dans les filières agricoles, agroalimentaires, artisanales, l'entrepreneuriat et les métiers émergents. Le fil conducteur est l'intégration de l'approche de genre pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des femmes et des hommes. Durant quatre jours, ces acteurs et actrices de la société civile - responsables d'ONG, animateurs et animatrices, formatrices et formateurs en genre, femmes actrices des projets, ont échangé sur les treize projets mis en oeuvre depuis plus de deux ans. Ils ont commencé à rassembler les acquis pour créer des supports écrits et audio-visuels qui seront utiles à tous les acteurs du développement et de la coopération.

Au coeur de leurs débats : la place et la définition d'une économie qui respecte l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits humains, et favorise le développement durable des sociétés.

Dans le contexte de la crise économique et alimentaire, qui touche particulièrement les pays sahéliens, c'est une économie qui soutient les filières et les débouchés locaux, qui crée des activités et des emplois rémunérateurs, renforce la structuration et les coopérations entre actrices et acteurs économiques.

Sur la base de leur expérience quotidienne, les ONG constatent que des changements des relations entre femmes et hommes vers plus d'égalité et de partage équitable du temps, des responsabilités décisionnelles, des ressources, sont nécessaires pour que les femmes puissent augmenter leurs revenus, pérenniser leurs activités économiques et en faire un facteur d'émancipation.

Les actrices et acteurs de la société civile rassemblés à l'atelier de Ouagadougou ont débattu des enjeux suivants :

- L'accès des femmes aux filières, aux formations, l'identification et la création de nouveaux métiers.
- Les articulations entre la rentabilité économique et la rentabilité sociale, du point de vue notamment des différents rôles et multiples activités des femmes.
- L'accès et le contrôle aux moyens de production : terres, espaces de travail, intrants, outils, crédit et fonds de garantie, moyens de transports et de déplacement...
- Les questions de pouvoir, les pratiques organisationnelles des femmes et des hommes.
- Le renforcement des moyens pour accompagner tous ces changements sociaux qui nécessitent du temps.

Les participant-es ont également souligné que leurs efforts et leurs contributions en matière de développement, souvent avec des moyens réduits et un investissement bénévole, seraient encore plus efficaces si les politiques publiques du niveau national au niveau local collectivités, tout comme les appuis internationaux s'engageaient clairement à :

- Concrétiser les engagements internationaux, les stratégies et les plans d'action genre élaborés au niveau national : droits civils des femmes et réforme des codes de la famille, accès des femmes à la propriété, au foncier, parité aux instances décisionnelles, éducation, prise en compte des jeunes filles, droits sexuels et de la procréation...
- Intégrer l'égalité femmes-hommes dans les plans de développement municipaux et autres initiatives locales : espaces de travail et de vente, équipements, services publics accessibles, garderies, garanties et crédit à un taux soutenable par les femmes...
- Assurer la cohérence des politiques : l'approche de l'égalité femmes-hommes doit être intégrée dans tous les projets, quels que soient leurs domaines, en France comme en Afrique de l'Ouest
- Instaurer des financements sur le long terme pour assurer la pérennité des acquis car le développement et l'égalité des sexes sont des processus longs.

Dans ce cadre, les appuis aux projets économiques doivent financer systématiquement l'alphabétisation des femmes qui reste une base de leur autonomisation économique et personnelle.

Les membres du « Programme Genre et économie, les femmes actrices du développement »

s'engagent à poursuivre de façon déterminée et concertée la réflexion, l'action, la création et la diffusion d'informations et de documents en matière de genre et développement, sur la base des expériences et réalisations pilotes que chaque projet met en oeuvre en fonction des spécificités de son pays et de sa région.

Adéquations

ADEE

Afrique Verte ACSSA, APROSSA, MISOLA, AMASSA

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Asfodevh

ASMADE

Association Femmes et Vie

Aster-International

CAGED

Enda-Europe

Enda Pronat

Ethnik

Equilibres & Populations

Fédération agropasteurs de Diender

Fédération Woobin de Keur Moussa

Fédération Nigatamaaré Tooro

Fédération Nuni

Fédération Yakaar Niani Wulli

Fédération Kouthioye et Samasansang

Fédération avicole Bantaré Ndiwri

ICAT

Groupement d'éleveuses de Kara

Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement

GRET

Guilde européenne

Ragussi

Buyaba

Uproka

Rim Tereb Som

Salon International de l'Artisanat pour et par la Femme

Terre des Hommes France

SOTCHI

Ces organisations sont membres des consortiums AGLAE et TCHIWARA qui mettent en œuvre le programme « FSP Genre et économie, les femmes actrices du développement », avec l'appui financier du ministère français des Affaires Etrangères et européennes (MAEE).

ANNEXE 2

Liste des participant-es du consortium Tchiwara à l'atelier de capitalisation de Ouagadougou, mars 2012

5 participants d'Afrique Verte et d'Asfodevh ont été empêchés d'arriver en raison des événements du Mali.

Liste des ONG et pays	Fonction des participant-es	H	F
AFRIQUE VERTE : 6 participant-es			
APROSSA , Burkina Faso			
Philippe KI	Directeur APROSSA	1	
Léonce ATINDEGLA	animatrice		1
Asseta GUIELBEOGO	Transformatrice		1
Rahmata Marthe BAMBARA	Transformatrice, Présidente Réseau		1
ACSSA, Niger			
Mariama OUMAROU	animatrice		1
Ali Salamata YANSAMBOU	Transformatrice		1
ASFODEVH : 7 participant-es			
France : Marie-Clémence Mba Tsogo	sociologue pôle genre		1
France : Anne David	membre du conseil d'administration	1	
Togo Karim Adam	animateur Togo	1	
Bénin : Luc DAGA	responsable Bénin	1	
Burkina Faso : Solange KAM	Transformatrice		1
Burkina Faso : Amélie SOMDA	responsable Burkina Faso		
Niger : Mamadou ISSIFOU	responsable Niger	1	
ENDA EUROPE : 2 participant-es			
Marie-Dominique De Suremain	chargée de mission genre, coordinatrice du consortium		1
Anne Danthonny	stagiaire		1
ENDA PRONAT : 5 participantes			
Pauline NDIAYE	responsable du projet		1
Fatou SOW	chargée de projet genre et foncier		1
Fatou NDOYE Enda GRAF SAHEL	responsable pôle agroalimentaire		1
Haby BA	Chargée de zone		1
Fatou POUYE	Agricultrice, conseillère rurale de Keur Moussa		1
GRET : 7 participant-es			
Martine FRANCOIS	chef de projet		1
Azara NFON DIBIE	chargée du projet Karité		1
Viviane TOGUYENI	animatrice projet		1
Fatimata ZOUNDI	transformatrice		1
Nankalè KAMBONE	transformatrice		1
Azeto OUEDRAOGO	transformatrice		1
Martine KABORE	Présidente Rinterebsom		1
TECH DEV : 8 participant-es			
Hubert de Beaumont	Président de l'association	1	
Johann Fourgeaud	chargé de projet sésame	1	

Liste des ONG et pays	Fonction des participant-es	H	F
ADEE Elise Guiro	responsable accompagnement des femmes (ADEE)		1
ADEE Aubin Somda	responsable commercialisation du sésame	1	
Khady Traoré	agronome, responsable du projet sésame coopérative de karité Fédération NUNI		1
Diasso DIAHARATOU	Agricultrice		1
Nebié ZIBALADY	Agricultrice		1
Ida ABIBATA	Agricultrice		1
AVSF : 6 participant-es			
AVSF Sénégal			
Fatou SENGHOR	animatrice		1
Mariama DIALLO	Transformatrice, conseillère rurale		1
Moussa BALDE	chef de projet	1	
AVSF Togo			
Adom ALITI	chef de projet	1	
Myriam MACKIEWICZ	coordinatrice Togo		1
Yawe POUWALNAWE	Éleveuse		1
FORMATRICES-(TEURS) : 5 participant-es			
Togo : Ginette AGUEY	formatrice genre		1
Sénégal : Mamadou NDIAYE	formateur genre	1	
Burkina Faso : Françoise YODA	formatrice genre		1
Burkina Faso : Adam TALL	formateur genre	1	
France : Magalie SAUSSEY	chercheuse universitaire, France		1
TOTAL : 45 personnes présentes		12	33
		26%	74%

ANNEXE 3

Présentation des 5 ateliers thématiques de l'atelier de Ouagadougou (26-27 mars 2012)

ATELIER 1. Métiers d'hommes, métiers de femmes, nouveaux métiers.

Pilotes : C2 : Aster et GRAPAD Bénin.

Co-pilote C1 : AVSF Togo et CAGED Togo

Enjeux et éléments de réflexion issus de nos expériences :

Le cadre du FSP a permis de constater soit des changements dans la répartition des rôles au sein d'un métier, soit l'élargissement de choix professionnels des femmes, soit encore l'identification et la création de nouveaux métiers et à leur formation où les femmes peuvent trouver pleinement leur place. C'est ainsi que les femmes dans les différents projets sont parties souvent d'activités traditionnellement féminines et y ont apporté les techniques et mécanisation ou ont fait incursion dans des métiers traditionnellement masculins, ou encore parfois créé des métiers nouveaux.

Par exemple, dans le cadre de certains métiers techniques, les rôles sont liés à des traditions et des tabous comme le débitage de la viande au Togo. Les femmes élèvent les porcs, mais les maris les vendent et des bouchers font l'abattage et le débitage. Pour accéder aux activités et métiers mieux rémunérés, les femmes doivent dépasser des tabous ou traditions et aussi s'équiper d'outils appropriés : moulins, machines, équipements de contention, étal. Leur travail ne peut pas rester toujours manuel, mais elles doivent aussi se former et vaincre leur insécurité personnelle, leurs doutes, leurs manques, en même temps que les stéréotypes de genre.

Des jeunes femmes formées en mécanique auto ou en électricité, **métiers traditionnellement masculins**, peuvent trouver des emplois par des activités d'accompagnement. Des fiches de suivi d'accompagnement et des parcours de vie permettent de suivre les effets des formations et des qualifications acquises (exemple de CAGED à Lomé). La création en 2011 d'une Agence Nationale pour l'Emploi au Togo avec une approche sexo-spécifique doit concourir à faciliter l'entrée des jeunes femmes togolaises dans des métiers traditionnellement masculins.

Identification et création de nouveaux métiers : Les mutations de la société, les modifications des modes de vie liés à la mondialisation entraînent de nouveaux besoins et de nouvelles demandes sociales. Le projet FSP de GRAPADH au Bénin a permis à partir des ateliers de réflexion-action animés par Aster d'identifier les besoins d'accompagnements de nombreuses femmes dans les complexes démarches qu'imposent la création ou l'extension de leurs activités économique. Leurs nouvelles responsabilités modifiant les rapports au sein du couple, de la famille, voire du quartier ou de la communauté locale, des fonctions de médiation sociale nouvelles apparaissent. C'est à partir de ces constats que la formation à l'accompagnement et à la médiation sociale s'est mise en place avec GRAPADH pour 26 femmes de Cotonou.

Objectifs de capitalisation :

Comment des recettes empiriques dans chaque expérience peuvent devenir des méthodes ou stratégies ? Exemplarité des expériences en matière de genre et en innovation sociale

Transferts : au Sud et au Nord

Questions à discuter :

- Quels obstacles et difficultés dans chaque catégorie de métiers?
- Quelle manière avons-nous expérimenté pour les surmonter ?
- En quoi les expériences offrent des alternatives en période de crise économique ?
- Quels plaidoyers en faveur de la mixité dans les métiers ?

Méthode d'animation :

- Introduction générale problématique, enjeux et proposition de la méthode
- Témoignages des trois catégories de métiers identifiées, avec pour chacune une structure « discutante ».

ATELIER 2. Rentabilité sociale, rentabilité monétaire : le travail des femmes rurales dans les projets du FSP, est-il « rentable », de quel temps disposent les femmes pour leurs multiples activités économiques ?

Pilotes : C1 : GRET, Asfodevh. Co-pilote C2 : Adéquations
Formatrices: Virginie Moukoro, Talaré Tchiombiano,

Enjeux et éléments de réflexion issus de nos expériences :

Les femmes paysannes ont un triple ou quadruple rôle: elles travaillent sur leurs propres productions, sur le champ familial de leur mari, assument des activités domestiques et animent leurs organisations. Elles réalisent des journées de 4h du matin à 11h du soir durant l'hivernage. Certaines femmes ignorent le montant des revenus familiaux ou du mari. Elles aspirent à gérer leur argent, issu d'activités économiques propres et à prendre des décisions, pour elles et pour la famille. Certains maris transfèrent des dépenses, ou n'arrivent plus à subvenir aux besoins de la famille, alimentation, dépenses nouvelles (eau, énergie, transport, moulin, école..). Des crises surviennent. Un certain nombre de femmes sont seules chefs de famille. Les revenus monétaires contribuent mais ne garantissent pas seuls l'autonomie des femmes. Le volet de développement personnel des projets économiques permet d'aborder ces questions et de prendre en compte les contraintes sociales sur le travail rémunéré des femmes. Les femmes qui connaissent leurs droits hésitent parfois à les faire valoir de peur d'être mal comprises par la famille, ou la communauté et de risquer la violence physique ou le bannissement. La polygamie évolue et a de multiples facettes concernant la rotation des activités et responsabilités.

La rentabilité économique peut être évaluée en comparaison avec d'autres activités, l'évolution du marché, la maîtrise acquise sur les moyens de production et la liberté personnelle ou collective.

Objectifs de capitalisation :

Documenter les contraintes de temps, familiales et hors travail, dans leur impact sur les activités économiques, et les revenus et bénéfices générés individuellement et collectivement. Quels outils ont permis de mieux comprendre la contribution des femmes à l'économie locale et familiale et leurs stratégies de développement. Prendre en compte leur endettement ou l'augmentation de leurs charges. Documenter les stratégies non monétaires d'autonomisation et les bénéfices non monétaires.

Questions à discuter, par exemple :

- Est-ce que les projets que nous menons visent un travail à « plein temps », saisonnier ou à temps partiel, dans les projets collectifs et individuels?
- Connaissons-nous les contraintes de temps extérieures à l'activité soutenue, les échanges de services, de travail et d'argent pratiqués par les femmes ?
- Est-ce que nous nous occupons d'une seule filière ou de l'économie complète du ménage rural, du village ?
- Qu'est-ce que les femmes appellent une « activité rentable », qu'est-ce qui les motivent à s'impliquer ou se retirer ?
- Avons-nous mesuré les revenus générés par ces nouveaux projets et avec quels outils?
- Quels éléments de comparaison avec d'autres activités menées par les femmes travaillant dans le même contexte ?

Méthode d'animation :

Tour de présentation rapide (ludique).

Une introduction par le Gret et Asfodevh à partir de leur expérience.

Echanges à partir des expériences des autres participants. Une personne peut faire des relances en utilisant les questions proposées.

ATELIER 3. Comment favoriser / accompagner / pérenniser le changement social créé par l'intégration de l'approche genre dans les projets économiques ?

Coordination : Adéquations avec Equilibres & Populations (Consortium AGLAE) et ENDA Europe (consortium TCHIWARA) ; Formatrice-teur : Ginette Aguey
Contact : ynicolas@adequations.org

Enjeux : questions à discuter issues de nos expériences

Sans modification des relations femmes/hommes, sans changements sociaux, les femmes ne parviendront pas à pérenniser leurs activités économiques et en faire un facteur d'émancipation. Parfois les changements sont apparemment sans rapport avec la dimension économique du projet et pourtant ils ont une influence sur le projet.

Dans beaucoup de cas en Afrique, *l'approche genre est comprise et utilisée comme une possibilité et stratégie de négociation avec les hommes*, dans tous les domaines de la vie : individuel, familial, communautaire, politique. Il s'agit de négocier pour faire évoluer des relations qui restent actuellement largement fondées sur des inégalités d'accès aux ressources, au temps, aux revenus, à la mobilité, et de pouvoir de décision.

Un affrontement direct est difficile, compte-tenu des conséquences possibles pour les femmes, tant qu'un rééquilibrage social plus général ne les protège pas de l'exclusion sociale ou de la stigmatisation. Dans ce contexte, quel accompagnement proposer aux femmes et aux hommes pour que les changements sociaux conduisent à des relations équitables entre les un-es et les autres ? Quel rôle pour des politiques publiques plus larges que nos projets ?

Objectifs de capitalisation

Rassembler les pratiques et les enseignements des projets et des acteurs et actrices et de réfléchir à la façon de mieux accompagner le changement, notamment du point de vue de la participation des hommes et de l'impact sur les hommes, et également sur les communautés, les familles. A cette occasion une réflexion sur l'appropriation culturelle de l'approche de genre, son application diverse selon les contextes sera également enrichissante.

Nous voulons identifier toutes ces expériences pour les faire connaître et quand c'est possible organiser leur adaptation / transférabilité à d'autres projets

Animation : Introduction : deux ou trois expériences pratiques sur comment a été négocié le changement ou qu'est-ce qui l'a favorisé ?

- négociation à la baisse du prix de vente de matières premières par les maris producteurs à leurs femmes transformatrices (Afrique Verte)
- autorisations de déplacement pour aller à des formations (y compris à l'étranger) ou se rendre sur des foires commerciales (la plupart des projets ?)
- meilleur partage de tâches domestiques, homme se mettant à aider sa femme malgré le fait que ce soit mal vu de son entourage (Niger et Asfodevh Togo)

Questions aux participant-es :

- Comment les projets font-ils pour que le genre soit expliqué de façon intelligible ?
- Comment les hommes sont impliqués dans la démarche de genre et dans le changement ?
- D'où est parti le changement (une activité prévue, une activité spontanée, un conflit, une opportunité, la politique nationale ?) qui l'a impulsé ? Quels obstacles et quelle durabilité ? (un changement ponctuel, un changement définitif, une méthode permanente et assimilée).

ATELIER 4. Connaissance et évolution des pratiques organisationnelles des femmes, dans les organisations mixtes et non mixtes

Pilote : C1 : Enda PRONAT, co-pilote C2 : Aster-International
Formatrices:

Eléments de réflexion issus de nos expériences :

L'approche de genre ne concerne pas seulement les questions économiques mais touche aussi tous les domaines de la vie, notamment les formes des organisations et les rapports de pouvoir en interne. C'est à travers eux aussi que les femmes peuvent être reconnues de leur famille, de la société, etc. Il existe une grande diversité organisationnelle des femmes dans nos milieux : tontines, Groupements féminins, GIE, coopératives rassemblent des femmes mais les mutations sociétales font place à de nouveaux besoins et à des aspirations qui conduisent à inventer de nouveaux types d'organisation. Autant ou plus que le fait de gagner de l'argent, c'est l'appartenance à un groupe, qui donne une reconnaissance, une vision élargie, une autonomie. Le fait de demander des terres, de faire des projets, de justifier des déplacements est plus facile quand les femmes le font au sein ou au nom d'une organisation, que si elles sont seules. Les actions collectives ainsi structurées sont au croisement du social et du politique et prennent une réelle dimension politique de changement social. Parfois dans les organisations mixtes, les femmes vivent des contraintes pour gérer ou occuper des responsabilités et restent souvent dans leurs rôles traditionnels, secondaires. Dans certains cas, elles sont uniquement des prestataires de services, elles ne prennent pas de décision.

Objectifs de capitalisation : documenter les différentes formes organisationnelles, mixtes et non mixtes et leur potentiel d'autonomisation des femmes.

Questions à discuter :

- Quelles formes organisationnelles traditionnelles ou nouvelles? (groupements de Promotion Féminine, unité de transformation, GIE, fédérations, etc.) existent dans les projets. Qu'est ce qui les caractérise ? taille, activités, objectifs, degré de mixité, rôle joué par H/F, responsabilités des femmes.
- Quels sont leurs problèmes majeurs par rapport au genre? (activités, l'organisation, exercice du pouvoir, de l'influence de la famille, etc.)
- Quelles sont les évolutions et les changements : dans la mixité ? Dans les modes de gouvernance?
- En quoi le cadre du FSP ou d'autres projets nous ont permis des actions collectives réussies (plaidoyers) qui ont renforcé les organisations ?
- Que faire pour les renforcer (par rapport au genre ou autre) ?
- Quels espaces d'évolution et de concertation pour les femmes ? Est-ce que ce sont les groupements de femmes et/ou les groupes mixtes qui favorisent le mieux le plein épanouissement des femmes et la réussite de leurs projets ?

Méthode d'animation :

- Introduction par Enda Pronat: problématique au sein des fédérations paysannes du Sénégal. Complément d'expérience par Aster.
- Echanges entre les participant-es.

ATELIER 5. Comment les femmes ont-elles accédé aux moyens de production, notamment la terre/les locaux, les intrants, les outils, les machines ?

Pilotes : C1 : Tech-Dev et AVSF Sénégal. Co-pilote C2 : Sotchi.
Formateur/trice : Mamadou Amadou Ndiaye, Marie-Dominique de Suremain

Enjeux et éléments de réflexion issus de nos expériences :

L'accès à la terre et aux locaux, aux intrants: les femmes transformatrices produisent souvent à domicile, en ville, elles doivent faire de la place pour leur activité en occupant un espace familial et donc le négocier avec le mari et la famille, ce qui n'est pas toujours facile. Les femmes qui ont cultivé le sésame au Burkina Faso ont dû demander des terres aux chefs de terre et à leurs conjoints. D'autres femmes ont dû s'adresser à des commerçants, ou se faire prêter des outils, se déplacer pour acheter en ville des intrants. Comment les projets ont-ils abordé ces questions ? **L'accès aux matières premières :** il n'est pas toujours garanti même quand il s'agit d'une activité traditionnellement féminine: dans le projet karité au Burkina Faso par exemple, l'accès aux amandes, ressource traditionnelle des femmes, est devenu un produit capté principalement par des commerçants et des grandes entreprises pour l'exportation.

Pour faire face certains projets (ACSSA au Niger) ont mis en place des systèmes de fonds d'approvisionnement en matières premières géré par l'Union et qui permet aux femmes de ne pas être en rupture de stock. Elles s'approvisionnent juste après la bourse céréalière de chaque année. D'autres ont négocié auprès de leurs communautés la gestion de parcs à karité de leurs villages respectifs qu'elles exploitent pour leur approvisionnement en amandes et autres produits de cueillette

Objectifs de capitalisation :

Mieux documenter ce qu'ont fait les femmes dans les projets pour dépasser les limites classiques que la pauvreté ou leur statut de femmes leur impose dans le domaine technique, financier et d'accès à la terre, les outils et des locaux. Montrer que le genre ne concerne pas que la vie personnelle ou la politique, il concerne aussi l'accès à la technique, et aux moyens de production.

Questions à discuter :

- Comment les femmes cultivatrices ont-elles dû négocier pour obtenir des terres, des outils ? quels obstacles ont-elles franchis pour accéder aux intrants, connaître le marché où vendre leurs produits ?
- Quelles contraintes rencontrent les transformatrices qui travaillent à domicile ou dans la rue, et quelles négociations familiales ou avec les pouvoirs publics cela leur a imposé ?
- Les projets ont-ils permis des avancées ? Quels interviews, ateliers, récits, ou enquêtes sont menés pour en parler ?

Méthode d'animation :

- Introduction avec deux exemples :
 - o Le plaidoyer pour l'accès au foncier mené par les femmes appuyées par AVSF au Sénégal,
 - o Le plaidoyer mené par les femmes de l'UGPPK cultivatrices de sésame au Burkina Faso, appuyées par l'ADEE et Tech-Dev.
- Echanges d'expériences des autres organisations et participant-es.

ANNEXE 4

Trame de présentation des posters de l'atelier de Ouagadougou (26-27 mars 2012)

Objectif général

- Décrire, échanger, analyser les actions réalisées dans le cadre du projet en fonction des objectifs à atteindre
- Rappeler à tous et toutes les participants-es les informations principales liées au projet

Méthodes

Nous vous proposons d'analyser les pratiques des projets par la **création de posters**. Ils seront préparés par les équipes projets en amont du séminaire et accrochés aux murs lors de la première plénière et conservés durant le séminaire (les équipes projets devront donc les apporter pour l'atelier). Lors de la première séance de travail, nous parcourrons l'exposition des posters et les délégations en prendront connaissance. Des post it seront mis à la disposition des participants-es pour déposer leurs commentaires et leurs questions sur chacun des posters. Ensuite, nous aurons un temps d'échange et d'analyse de vos actions. Par une méthode d'animation spécifique, nous pourrons les questionner et les enrichir. Tout au long de l'atelier, nous pourrons revenir sur ces posters pour les travaux de petits groupes, les participants-es pourront également continuer à y coller des post-it avec leurs questions et observations. Les posters seront ensuite recueillis par chaque ONG venant enrichir le matériel de communication intégrant le genre.

Format

Le format des posters devra être respecté : 2 feuilles de type papers boards. Il est fort souhaitable de réaliser ces présentations avec les personnes clés qui mettent en œuvre votre projet dans le cadre du FSP. Vous pourrez joindre au poster des photos, cartes géographiques et autres supports visuels.

Contenu

Le projet en général (résumé) :

- titre du projet
- porteur et partenaires du projet
- mots-clés qui le définissent
- acteurs et actrices du projet
- actions générales réalisées sur le plan technique et de l'intégration du genre dans les projets (individuelles et/ou collectives, etc.)
- les méthodes et outils utilisés
- etc.

Les réussites et difficultés rencontrées dans le projet (majorité de l'espace du poster) :

- Sur quels objectifs globaux avez-vous le plus avancé ? Quelles sont les réussites ou évolutions principales les plus significatives dans votre projet ? (reliées aux indicateurs)
- Sur quels objectifs pensez-vous avoir le moins avancé ? Quelles difficultés rencontrez-vous et pourquoi ? Comment comptez-vous dépasser ces difficultés ?
- Quelle méthode et/ou approche apportées par le projet vous ont été utiles ?